



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES BOUCHES DU RHONE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Marseille, le

19 MAR. 2010

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR
LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : M.CORONGIU

☎ 04.91.15.69.26

n° 364-2009-PC

ARRETE

**imposant des prescriptions complémentaires,
dans le cadre des rejets de substances
dangereuses dans le milieu aquatique,
à la société PURFER
à Marignane**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

Vu la directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

VU la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté (codification de la directive 76/464/CEE),

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;

Vu le Décret n° 2005-378 du 20/04/05 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses

VU les articles R211-11-1 à R211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002 qui organise une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées ;

VU la circulaire DCE 2005/12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du « bon état » ;

.../...

VU la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 définissant les « normes de qualité environnementale provisoires (NQE_p) » et les objectifs nationaux de réduction des émissions de certaines substances ;

VU la circulaire DGPR/SRT du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation ;

VU le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15 janvier 2008 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;

VU le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 8 septembre 2009 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 5 novembre 2009 ;

Considérant l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

Considérant les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

Considérant la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

Considérant les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRETE

Article 1 : Objet

La société **PURFER**, dont le siège social est situé, Quartier le Bausset, 13700 Marignane, pour ses installations sises à **Marignane**, les prescriptions du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

2.1 Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'**annexe 5** du présent arrêté.

2.2 Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduelles », pour chaque substance à analyser.

2.3 L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'**annexe 5** du présent arrêté :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduelles » comprenant à minima :

- a) Numéro d'accréditation
- b) Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées

2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels ;

3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances (**annexe 2** du présent arrêté) qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'**annexe 5**;

4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'**annexe 3** du présent arrêté.

2.4 Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit, accompagné par une attestation réalisée, par l'organisme retenu pour la réalisation des mesures ou tout organisme compétent démontrant, l'adéquation de ces procédures aux exigences de l'annexe 5

Ces procédures doivent intégrer les points détaillés au paragraphe 3 de l'**annexe 5** et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

Pour avoir l'autorisation de bénéficier de cette disposition, l'exploitant devra transmettre les éléments à l'inspection des installations classées, :

- ✓ 1 mois avant le début de la surveillance initiale définie à l'article 3 du présent arrêté ;
- ✓ 1 mois avant le début de la surveillance pérenne définie à l'article 4 du présent arrêté.

2.5 Pour les substances faisant déjà l'objet d'une auto-surveillance mensuelle prescrite par arrêté préfectoral, l'exploitant peut demander à ce qu'elles soient exclues des mesures réalisées au titre de l'article 3 :

- lorsque les résultats de l'auto-surveillance sont supérieurs à zéro,
- ou lorsque les méthodes de mesure ont une limite de quantification inférieure ou égale à celle définie en annexe 5.

Dans ce cas, il devra adresser en même temps que la lettre précisant le laboratoire retenu sa demande accompagnée des 6 derniers résultats de mesure par paramètre et point de rejets.

Pour ces substances il devra remettre la partie de l'étude technico-économique relatives à celles-ci et présentant les possibilités de réduction et/ou suppression tel que prévues à l'article. 4.2 au plus tard **le 1^{er} juillet 2011.**

Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance initiale

3.1. Programme de surveillance initiale

L'exploitant met en œuvre **avant le 1^{er} avril 2010**, le programme de surveillance **au(x) point(s)** de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

- liste des substances dangereuses : substances dangereuses visées à l'**annexe 1** du présent arrêté
- périodicité : 1 mesure par mois pendant 6 mois (*la périodicité peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité auprès de l'inspection notamment pour les activités saisonnières*) ;
- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation (*la durée peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité auprès de l'inspection*).

Il transmet **au plus tard 2 mois après notification du présent arrêté** un courrier à l'inspection des installations classées l'informant de l'organisme qu'il aura choisi pour procéder aux prélèvements et aux analyses ainsi que de la période de démarrage du programme de surveillance initiale. Ce courrier sera accompagné le cas échéant de l'attestation de prélèvement visé à l'article 2.4 et des résultats des mesures visées à l'article 2.5.

3.2. Rapport de synthèse de la surveillance initiale

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées, **au plus tard le 1^{er} janvier 2011**, un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique selon l'**annexe 4** du présent arrêté ; ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur l'ensemble des mesures, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir de l'ensemble de ces mesures et les limites de quantification pour chaque mesure ;

- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté ;
- l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit et permettant de vérifier le respect des dispositions de l'article 2 du présent arrêté ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant met en évidence la possibilité d'abandonner la surveillance de certaines substances, en référence aux dispositions de l'article 3.3.
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance ;
- le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable).

3.3. Conditions à satisfaire pour abandonner la surveillance d'une substance

L'exploitant pourra proposer à l'inspection des installations classées l'abandon de la surveillance d'une substance si au moins l'une des trois conditions suivantes est vérifiée (la troisième condition n'étant remplie que si les deux critères qui la composent sont tous les deux respectés) :

Condition 1. Il est clairement établi que ce sont les eaux amont qui sont responsables de la présence de la substance dans les rejets de l'établissement ;

Condition 2. Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie à l'**annexe 5.2** de l'**annexe 5**

Condition 3.

critère a : toutes les concentrations mesurées pour la substance sont inférieures à 10*NQE (norme de qualité environnementale définie par la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 susvisée).

critère b : tous les flux journaliers calculés pour la substance sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur (le flux journalier admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE). Le critère b est considéré satisfait pour les rejets en mer.

Article 4 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne

4.1 Programme de surveillance pérenne

L'exploitant poursuit le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

- réalisation **au plus tard à compter du 15 janvier 2011 de la première analyse**
- liste des substances dangereuses à mesurer : les substances dangereuses visées à l'**annexe 1** du présent arrêté, sauf pour celles pour lesquelles l'exploitant aura reçu l'accord écrit de retrait de l'inspection des installations classées ;
- périodicité : a minima 1 mesure par trimestre pendant 2 an et 6 mois, soit 10 mesures (*la périodicité peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité notamment pour les activités saisonnières*) ; pour les substances déjà surveillées au titre d'un arrêté préfectoral, la périodicité est celle prévue par celui-ci dès lors qu'elle y est inférieure au trimestre ;
- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation (*la durée peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité*).

Les conditions de mesures et de prélèvement restent ceux prévus dans l'annexe 5.

Il transmet au plus tard le 1^{er} décembre 2010 un courrier à l'inspection des installations classées l'informant de l'organisme qu'il aura choisi pour procéder aux prélèvements et aux analyses ainsi que de la période de démarrage du programme de surveillance pérenne.

4.2 Etude technico-économique

L'exploitant fournit au Préfet au **plus tard le 1^{er} juillet 2012** une étude technico-économique, faisant référence à l'état de l'art en la matière et aux meilleures technologies disponibles, accompagnée d'un échéancier de réalisation pouvant s'échelonner jusqu'en 2021, répondant aux objectifs suivants pour l'ensemble des substances figurant dans la surveillance prescrite à l'article 4 ci-dessus (voir annexe 6) :

- Pour les substances dangereuses prioritaires figurant à l'annexe X de la directive 2000/60/CE susvisée, possibilités de réduction à l'échéance 2015 et de suppression à l'échéance 2021 (*2028 pour anthracène et endosulfan*) ;
- Pour les substances prioritaires figurant à l'annexe X de la directive 2000/60/CE susvisée et pour les substances pertinentes de la liste I de la directive 2006/11/CE ne figurant pas à l'annexe X de la directive 2000/60/CE susvisée, possibilités de réduction à l'échéance 2015;
- Pour les substances pertinentes de la liste II de l'annexe I de la directive 2006/11/CE, lorsqu'elles sont émises avec un flux supérieur à 20% du flux admissible dans le milieu, possibilités de réduction à l'échéance 2015;
- Pour les substances pertinentes figurant à la liste II de l'annexe I de la directive 2006/11/CE, émises avec un flux inférieur à 20% du flux admissible dans le milieu mais pour lesquelles la norme de qualité environnementale n'est pas respectée, possibilités de réduction à l'échéance 2015.

Pour chacune des substances pour lesquelles l'exploitant propose des possibilités de réduction ou de suppression, celui-ci devra faire apparaître dans l'étude mentionnée au premier alinéa, l'estimation chiffrée pour chaque substance concernée, du rejet évité par rapport au rejet annuel moyen de l'installation avant réduction (en valeur absolue en kg/an et en valeur relative en %).

4.3 Rapport de synthèse de la surveillance pérenne

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées **au plus tard le 1^{er} janvier 2014** un rapport de synthèse de la surveillance pérenne dans les formes prévues à l'article 3.2. du présent arrêté.

Ce rapport devra conduire l'exploitant à proposer la nature du programme de surveillance à poursuivre selon les dispositions de l'article 3.3. et en fonction des conclusions de l'étude technico-économique visée au point 4.2.

4.4 Actualisation du programme de surveillance

En cas d'évolution dans les produits, des procédés, des opérations ou des pratiques susceptibles d'être à l'origine de l'émission dans les rejets de nouvelles substances dangereuses au sein de l'établissement, l'exploitant est tenu d'actualiser le cadre de sa surveillance à ces nouvelles substances jusqu'à la vérification du respect des dispositions définies à l'article 3.3. Il en informera l'inspection des installations classées.

Article 5 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

5.1 Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures du mois N réalisées au titre de la surveillance des rejets aqueux devront être avant la fin du mois N+1 :

- ✓ saisis sur le site de télédéclaration dont les coordonnées seront fournies par l'inspection des installations classées, lorsque celui-ci sera rendu opérationnel pour la région PACA,
- ✓ dans l'attente, adressés sous format informatique directement à l'inspection des installations classées.

5.2 Déclaration annuelle des émissions polluantes

Les substances faisant l'objet de la surveillance décrite précédemment doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues aux articles 3 et 4 du présent arrêté pour les émissions de substances dangereuses dans l'eau ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection, notamment dans le cas d'émissions dans le sol pour les boues produites par l'installation faisant l'objet d'un plan d'épandage.

Article 6 :

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées.

Article 7 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 :

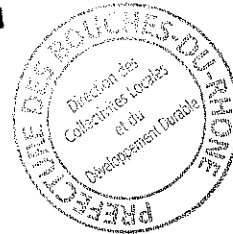
Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 9 :

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Istres,
- Le Maire de Marignane,
- X Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Départemental de la Protection des Populations,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Le Directeur Départemental des services d'Incendies et de Secours,

Marseille le 19 MAR. 2010
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
Jean-Paul CELET



VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
A L'ARRÊTÉ N° 363-2009-PL
DU 19 MAR. 2010

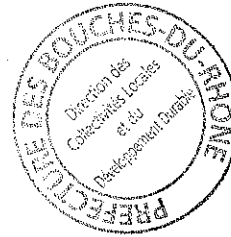
ANNEXE 1 : liste des substances dangereuses faisant partie des programmes de surveillance

Etablissement : PURFER 13700 Marignane
Nombre de point de rejet/mesure : 1
autres sites de traitement de déchets non dangereux
liste :

3.5

Nonylphénols
Cadmium et ses composés
Mercure et ses composés
Anthracène
Naphthalène
Nickel et ses composés
Pentachlorophénol
Plomb et ses composés
Arsenic
Cuivre
Zinc
Tributylphosphate (Phosphate de tributyle)
Chrome

Biphényle
Chloroforme
Diuron
Ethylbenzène
Isoproturon
Octylphénols
PCB 153
Atrazine
Simazine
Toluène
Xylènes (Somme o,m,p)
Hexachlorocyclohexane (alpha isomère)
Hexachlorocyclohexane (gamma isomère - Lindane)
Hexachlorobutadiène
Diphényléther polybromés (BDE 47,99,100,154,153,183,209)
Tétrachloroéthylène
Trichloroéthylène
Tétrachlorure de carbone
Tributylétain cation
Monobutylétain cation
Dibutylétain cation



VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
A L'ARRÊTÉ N° 364 - 2009 - PC
DU 19 MAR. 2010

ANNEXE 2 - Tableau des performances et assurance qualité à renseigner par le laboratoire et à restituer à l'exploitant

(copie de l'annexe 5.6 de la circulaire RSDE du 5 janvier 2009, téléchargeable sur le site <http://rsde.ineris.fr/>)

| Famille | Substances | Code SANDRE | Substance Accréditée ¹ oui / non sur matrice eaux résiduaires | LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eaux résiduaires) |
|----------------|--|-------------|--|---|
| Alkylphénols | 4 (para) nonylphénol | 1958 | | |
| | Para-tert-octylphénol | 1959 | | |
| Anilines | 3,4 dichloroaniline | 1586 | | |
| Autres | Chloroalcanes C ₁₀ -C ₁₃ | 1955 | | |
| | Biphényle | 1584 | | |
| | Epichlorhydrine | 1494 | | |
| | Tributylphosphate | 1847 | | |
| | Acide chloroacétique | 1465 | | |
| BDE | Tétrabromodiphényléther BDE 47 | 2919 | | |
| | Pentabromodiphényléther BDE 99 | 2916 | | |
| | Pentabromodiphényléther BDE 100 | 2915 | | |
| | Hexabromodiphényléther BDE 154 | 2911 | | |
| | Hexabromodiphényléther BDE 153 | 2912 | | |
| | Heptabromodiphényléther BDE 183 | 2910 | | |
| | Décabromodiphényléther BDE 209 | 1815 | | |
| BTEX | Benzène | 1114 | | |
| | Ethylbenzène | 1497 | | |
| | Isopropylbenzène | 1633 | | |
| | Toluène | 1278 | | |
| | Xylènes (Somme o,m,p) | 1780 | | |
| Chlorobenzènes | Hexachlorobenzène | 1199 | | |
| | Pentachlorobenzène | 1888 | | |
| | 1,2,3 trichlorobenzène | 1630 | | |
| | Chlorobenzène | 1467 | | |
| | 1,2 dichlorobenzène | 1165 | | |
| Chlorophénols | Pentachlorophénol | 1235 | | |
| | 4-chloro-3-méthylphénol | 1636 | | |
| | 2 chlorophénol | 1471 | | |
| | 2,4 dichlorophénol | 1486 | | |
| | 2,4,5 trichlorophénol | 1548 | | |
| | 2,4,6 trichlorophénol | 1549 | | |
| COHV | 1,2 dichloroéthane | 1161 | | |
| | Chlorure de méthylène | 1168 | | |
| | Hexachlorobutadiène | 1652 | | |
| | Chloroforme | 1135 | | |
| | Tétrachlorure de carbone | 1276 | | |
| | 1,1 dichloroéthylène | 1162 | | |
| | 1,2 dichloroéthylène | 1163 | | |
| | Tétrachloroéthylène | 1272 | | |
| | Trichloroéthylène | 1286 | | |
| HAP | Anthracène | 1458 | | |
| | Fluoranthène | 1191 | | |
| | Naphtalène | 1517 | | |
| | Benzo (a) Pyrène | 1115 | | |
| | Benzo (b) Fluoranthène | 1116 | | |
| | Benzo (g,h,i) Pérylène | 1118 | | |
| | Benzo (k) Fluoranthène | 1117 | | |

VU POUR ETRE ANNEXE
A L'ARRÊTÉ N° 364-2005-PC
DU 19 MAR. 2010

| Famille | Substances | Code SANDRE | Substance Accréditée ¹ oui / non sur matrice eaux résiduaires | LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eaux résiduaires) |
|----------------------------|-----------------------------|-------------|--|---|
| | Indeno (1,2,3-cd) Pyrène | 1204 | | |
| <i>Métaux</i> | Cadmium et ses composés | 1388 | | |
| | Plomb et ses composés | 1382 | | |
| | Mercure et ses composés | 1387 | | |
| | Nickel et ses composés | 1386 | | |
| | Arsenic et ses composés | 1369 | | |
| | Zinc et ses composés | 1383 | | |
| | Cuivre et ses composés | 1392 | | |
| | Chrome et ses composés | 1389 | | |
| <i>Organoétains</i> | Tributylétain | 1820 | | |
| | Tributylétain cation | 2879 | | |
| | Dibutylétain | 1771 | | |
| | Monobutylétain | 2542 | | |
| <i>PCB</i> | PCB 101 | 1242 | | |
| | PCB 153 | 1245 | | |
| <i>Pesticides</i> | Trifluraline | 1289 | | |
| | Alachlore | 1101 | | |
| | Atrazine | 1107 | | |
| | Chlorfenvinphos | 1464 | | |
| | Chlorpyrifos | 1083 | | |
| | Diuron | 1177 | | |
| | Alpha Endosulfan | 1178 | | |
| | bêta Endosulfan | 1179 | | |
| | alpha Hexachlorocyclohexane | 1200 | | |
| | gamma isomère Lindane | 1203 | | |
| | Isoproturon | 1208 | | |
| | Simazine | 1263 | | |
| <i>Paramètres de suivi</i> | Demande Chimique en Oxygène | 1314 | | |
| | Matières en Suspension | 1305 | | |

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
A L'ARRÊTÉ N° 364-2009-PC
DU 19 MAR. 2010

ANNEXE 3 - Attestation du Prestataire (ou de l'Exploitant)

Je soussigné(e) , << Nom, qualité >>
Coordonnées de l'entreprise :
.....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)
.....
.....

- ❖ reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.
- ❖ m'engage à restituer les résultats dans un délai de 1 mois après réalisation de chaque prélèvement⁴⁹
- ❖ reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

⁴⁹ L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.

(copie de l'annexe 5.5 de la circulaire RSDE du 5 janvier 2009, téléchargeable sur le site <http://rsde.ineris.fr/>)

Conditions de prélèvement et d'analyses

[illegible]

Résultats d'analyses

| Code SANPRE (pre-déclenche des codes série) | Libellé court du paramètre (en lien direct avec code série du paramètre) | Résultat total de l'analyse | Unité Résultat total | Unité journalier (µg) ou m3 | Références analyse réalisée sous accréditation, analyse réalisée hors accréditation (corrélation / référence de l'attribution et non pas différentes phases) | Numéro dossier accréditation (pourant viser si sous l'analyse de certains paramètres) | Date de début analyse par le laboratoire (format JJ/MM/AA) | Fraction Analyse (Code analyse : 3 : Phases aqueuses 23 : Eau brute 41 : MES brutes) | Résultat de la fraction analysée | Unité de la fraction analysée | Accrédité avec facteur d'étalement (µg) | Adresse de l'accreditation (pre déclenchée) (adresse) | Adresse de l'analyse (pre déclenchée) (adresse) | Adresse d'analyse à analyser (forme de déclenchée) | Limite de quantification unité | Limite de quantification facteur d'étalement (µg=2) | Code ressource de l'analyse (code 0 : analyse non soignée, Code 1 : soignée, Code 2 : soignée, Code 3 : soignée, Code 4 : soignée, Code 5 : soignée, Code 6 : soignée, Code 7 : soignée, Code 8 : soignée, Code 9 : soignée, Code 10 : soignée, Code 11 : soignée, Code 12 : soignée, Code 13 : soignée, Code 14 : soignée, Code 15 : soignée, Code 16 : soignée, Code 17 : soignée, Code 18 : soignée, Code 19 : soignée, Code 20 : soignée, Code 21 : soignée, Code 22 : soignée, Code 23 : soignée, Code 24 : soignée, Code 25 : soignée, Code 26 : soignée, Code 27 : soignée, Code 28 : soignée, Code 29 : soignée, Code 30 : soignée, Code 31 : soignée, Code 32 : soignée, Code 33 : soignée, Code 34 : soignée, Code 35 : soignée, Code 36 : soignée, Code 37 : soignée, Code 38 : soignée, Code 39 : soignée, Code 40 : soignée, Code 41 : soignée, Code 42 : soignée, Code 43 : soignée, Code 44 : soignée, Code 45 : soignée, Code 46 : soignée, Code 47 : soignée, Code 48 : soignée, Code 49 : soignée, Code 50 : soignée, Code 51 : soignée, Code 52 : soignée, Code 53 : soignée, Code 54 : soignée, Code 55 : soignée, Code 56 : soignée, Code 57 : soignée, Code 58 : soignée, Code 59 : soignée, Code 60 : soignée, Code 61 : soignée, Code 62 : soignée, Code 63 : soignée, Code 64 : soignée, Code 65 : soignée, Code 66 : soignée, Code 67 : soignée, Code 68 : soignée, Code 69 : soignée, Code 70 : soignée, Code 71 : soignée, Code 72 : soignée, Code 73 : soignée, Code 74 : soignée, Code 75 : soignée, Code 76 : soignée, Code 77 : soignée, Code 78 : soignée, Code 79 : soignée, Code 80 : soignée, Code 81 : soignée, Code 82 : soignée, Code 83 : soignée, Code 84 : soignée, Code 85 : soignée, Code 86 : soignée, Code 87 : soignée, Code 88 : soignée, Code 89 : soignée, Code 90 : soignée, Code 91 : soignée, Code 92 : soignée, Code 93 : soignée, Code 94 : soignée, Code 95 : soignée, Code 96 : soignée, Code 97 : soignée, Code 98 : soignée, Code 99 : soignée, Code 100 : soignée, Code 101 : soignée, Code 102 : soignée, Code 103 : soignée, Code 104 : soignée, Code 105 : soignée, Code 106 : soignée, Code 107 : soignée, Code 108 : soignée, Code 109 : soignée, Code 110 : soignée, Code 111 : soignée, Code 112 : soignée, Code 113 : soignée, Code 114 : soignée, Code 115 : soignée, Code 116 : soignée, Code 117 : soignée, Code 118 : soignée, Code 119 : soignée, Code 120 : soignée, Code 121 : soignée, Code 122 : soignée, Code 123 : soignée, Code 124 : soignée, Code 125 : soignée, Code 126 : soignée, Code 127 : soignée, Code 128 : soignée, Code 129 : soignée, Code 130 : soignée, Code 131 : soignée, Code 132 : soignée, Code 133 : soignée, Code 134 : soignée, Code 135 : soignée, Code 136 : soignée, Code 137 : soignée, Code 138 : soignée, Code 139 : soignée, Code 140 : soignée, Code 141 : soignée, Code 142 : soignée, Code 143 : soignée, Code 144 : soignée, Code 145 : soignée, Code 146 : soignée, Code 147 : soignée, Code 148 : soignée, Code 149 : soignée, Code 150 : soignée, Code 151 : soignée, Code 152 : soignée, Code 153 : soignée, Code 154 : soignée, Code 155 : soignée, Code 156 : soignée, Code 157 : soignée, Code 158 : soignée, Code 159 : soignée, Code 160 : soignée, Code 161 : soignée, Code 162 : soignée, Code 163 : soignée, Code 164 : soignée, Code 165 : soignée, Code 166 : soignée, Code 167 : soignée, Code 168 : soignée, Code 169 : soignée, Code 170 : soignée, Code 171 : soignée, Code 172 : soignée, Code 173 : soignée, Code 174 : soignée, Code 175 : soignée, Code 176 : soignée, Code 177 : soignée, Code 178 : soignée, Code 179 : soignée, Code 180 : soignée, Code 181 : soignée, Code 182 : soignée, Code 183 : soignée, Code 184 : soignée, Code 185 : soignée, Code 186 : soignée, Code 187 : soignée, Code 188 : soignée, Code 189 : soignée, Code 190 : soignée, Code 191 : soignée, Code 192 : soignée, Code 193 : soignée, Code 194 : soignée, Code 195 : soignée, Code 196 : soignée, Code 197 : soignée, Code 198 : soignée, Code 199 : soignée, Code 200 : soignée, Code 201 : soignée, Code 202 : soignée, Code 203 : soignée, Code 204 : soignée, Code 205 : soignée, Code 206 : soignée, Code 207 : soignée, Code 208 : soignée, Code 209 : soignée, Code 210 : soignée, Code 211 : soignée, Code 212 : soignée, Code 213 : soignée, Code 214 : soignée, Code 215 : soignée, Code 216 : soignée, Code 217 : soignée, Code 218 : soignée, Code 219 : soignée, Code 220 : soignée, Code 221 : soignée, Code 222 : soignée, Code 223 : soignée, Code 224 : soignée, Code 225 : soignée, Code 226 : soignée, Code 227 : soignée, Code 228 : soignée, Code 229 : soignée, Code 230 : soignée, Code 231 : soignée, Code 232 : soignée, Code 233 : soignée, Code 234 : soignée, Code 235 : soignée, Code 236 : soignée, Code 237 : soignée, Code 238 : soignée, Code 239 : soignée, Code 240 : soignée, Code 241 : soignée, Code 242 : soignée, Code 243 : soignée, Code 244 : soignée, Code 245 : soignée, Code 246 : soignée, Code 247 : soignée, Code 248 : soignée, Code 249 : soignée, Code 250 : soignée, Code 251 : soignée, Code 252 : soignée, Code 253 : soignée, Code 254 : soignée, Code 255 : soignée, Code 256 : soignée, Code 257 : soignée, Code 258 : soignée, Code 259 : soignée, Code 260 : soignée, Code 261 : soignée, Code 262 : soignée, Code 263 : soignée, Code 264 : soignée, Code 265 : soignée, Code 266 : soignée, Code 267 : soignée, Code 268 : soignée, Code 269 : soignée, Code 270 : soignée, Code 271 : soignée, Code 272 : soignée, Code 273 : soignée, Code 274 : soignée, Code 275 : soignée, Code 276 : soignée, Code 277 : soignée, Code 278 : soignée, Code 279 : soignée, Code 280 : soignée, Code 281 : soignée, Code 282 : soignée, Code 283 : soignée, Code 284 : soignée, Code 285 : soignée, Code 286 : soignée, Code 287 : soignée, Code 288 : soignée, Code 289 : soignée, Code 290 : soignée, Code 291 : soignée, Code 292 : soignée, Code 293 : soignée, Code 294 : soignée, Code 295 : soignée, Code 296 : soignée, Code 297 : soignée, Code 298 : soignée, Code 299 : soignée, Code 300 : soignée, Code 301 : soignée, Code 302 : soignée, Code 303 : soignée, Code 304 : soignée, Code 305 : soignée, Code 306 : soignée, Code 307 : soignée, Code 308 : soignée, Code 309 : soignée, Code 310 |
|--|--|--------------------------------|-------------------------|--------------------------------|---|--|--|--|-------------------------------------|-------------------------------------|--|--|--|--|--------------------------------------|---|--|
|--|--|--------------------------------|-------------------------|--------------------------------|---|--|--|--|-------------------------------------|-------------------------------------|--|--|--|--|--------------------------------------|---|--|

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
A L'ARRÊTÉ N° 364-2009-PC
DU 19 MAR. 2010

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
A L'ARRÊTÉ N° 364-2009-PC
DU 19 MAR. 2010

ANNEXE 5 Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyse

copie de l'annexe 5 de la circulaire RSDE du 5 janvier 2009, téléchargeable sur le site <http://rsde.ineris.fr/>)

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
A L'ARRÊTÉ N° 364-2005-PC
DU 19 MAR. 2010

- ANNEXE 6 Objectifs de réduction et listes des substances concernées

| Liste des 41 substances caractéristiques du bon état chimique des eaux | | | |
|--|---|---|--|
| Les 41 substances caractéristiques du bon état chimique des eaux comprennent : - l'ensemble des substances dangereuses prioritaires de l'annexe X de la DCE (13 substances ou familles de substances) - l'ensemble des substances prioritaires de l'annexe X de la DCE (20 substances ou familles de substances) - et les substances de la liste I de la directive 76/464/CEE non incluses dans l'annexe X de la DCE (8 substances ou familles de substances) | | | |
| | Les Substances Dangereuses Prioritaires de la DCE (SDP) | Les Substances Prioritaires de la DCE (SP) | Substances "Liste I" de la directive 76/464/CEE non incluses dans la DCE |
| Objectifs de réduction nationaux (circulaire du 7 mai 2007**) | 50 % du flux des rejets à l'échéance 2015 (année de référence 2004) | 30 % du flux des rejets à l'échéance 2015 (année de référence 2004) | 50 % du flux des rejets à l'échéance 2015 (année de référence 2004) |
| Objectifs DCE sur les rejets | Suppression des rejets à l'échéance 2021 | Réduction des rejets (pas de délai fixé) | Pas d'objectifs DCE sur les rejets |
| substances ou familles de substances concernées | Composés du tributylétain (TBT) (tributylétain-calcium) | DEHP (Di (2-éthylhexyl)phthalate) | Perchloréthylène (Tétrachloroéthylène) |
| | PEDE (Pentabromodiphényléther) | Chlorure de méthylène (Dichlorométhane ou DCM) | Trichloroéthylène |
| | Nonylphénols (4-(para)-nonylphénol) | Octylphénols (Para-tert-octylphénol) | Aldrine |
| | Chloroalcanes C10-C13 | Diuron | Tétrachlorure de carbone |
| | Somme de 5 HAP : Benzo (a,h,i) Peryène Indeno (1,2,3-cd) Pyrène Benzo (b) Fluoranthène Benzo (a) Pyrène Benzo (k) Fluoranthène | Nickel et ses composés | DDT (Dichlorodiphényltrichloroéthane) |
| | Anthracène HAP*** | Plomb et ses composés | Dieldrine |
| | Pentachlorobenzène | Fluoranthène | Isodrine |
| | Mercurie et ses composés | Chloroforme (Trichlorométhane) | Endrine |
| | Cadmium et ses composés | Atrazine | |
| | Hexachlorobenzène | Trichlorobenzène (TCB) | |
| | Hexachlorocyclohexane (Lindane) | Chlorpyrifos | |
| | Hexachlorobutadiène | Naphtalène | |
| | Endosulfan*** (Alpha-endosulfan) | Alachlore | |
| | | Isoproturon | |
| | | Chlorfenvinphos | |
| | | Pentachlorophénol | |
| | | Benzène | |
| | | Simazine | |
| | | 1,2 Dichloroéthane | |
| | | Trifluraline | |
| nombre de substances et familles de substances | 13 | 20 | 8 |
| code couleur national | rouge | jaune | orange |
| NOTA : ** Circulaire du 7 mai 2007 : 1 - Elle fixe, pour l'ensemble des 41 substances caractéristiques du bon état chimique des eaux ainsi que pour les substances pertinentes de la liste II, des Normes de Qualité Environnementales provisoires (NQE _p) à ne pas dépasser pour chaque masse d'eau considérée : eaux de surface - eaux de transition - eaux marines (cf. circulaire du 7 mai 2007 : tableaux A et C pour les SDP (13) et les SP (20) de la DCE, tableau B pour les 8 substances de la liste I ne figurant pas à l'annexe X de la DCE, tableaux D et E pour les substances de la liste II pertinentes au titre du programme d'action national et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE). 2 - Elle définit également des objectifs de réduction nationaux pour les émissions de l'ensemble de ces substances (toutes sources confondues). *** Substances à l'origine SP requalifiées en SDP suite à l'adoption de la directive fille avec suppression des rejets à l'échéance 2028 | | | |

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
A L'ARRÊTÉ N° 364-2003-P
DU 19 MAR. 2010

**Liste des substances "Liste II" de la directive 76/464/CE
pertinentes au titre du programme d'action national
non incluses dans la DCE
(86 substances et familles de substances)**

| | | |
|---|--|-------------------------------------|
| Objectifs de réduction nationaux (circulaire du 7 mai 2007**) | 10 % du flux des rejets à l'horizon 2015 - année de référence 2004 | |
| Objectifs DCE sur les rejets | Pas d'objectifs DCE sur les rejets | |
| | SUBSTANCES | SUBSTANCES |
| | Dichlorvos | Oxydéméton-méthyl |
| | Fenitrothion | les 8 HAP suivant : |
| | Malathion | Acénaphthène |
| | Oxyde de tributylétain | Acénaphthylène |
| | Acétate de triphénylétain (acétate de fentine) | Benzo(a)anthracène |
| | Chlorure de triphénylétain (chlorure de fentine) | Chrysène |
| | Hydroxyde de triphénylétain (hydroxyde de fentine) | Dibenzo(ah)anthracène |
| | Biphényle | Fluorène |
| | Acide chloroacétique | Phénanthrène |
| | 2-Chloroaniline | Pyrène |
| | 3-Chloroaniline | PCB (dont PCT) |
| | 4-Chloroaniline | Phoxime |
| | Mono-chlorobenzène | 1,2,4,5-tétrachlorobenzène |
| | 4-Chloro-3-méthylphénol | 1,1,2,2-tétrachloroéthane |
| | 1-Chloro-2-nitrobenzène | Toluène |
| | 1-Chloro-3-nitrobenzène | Tributylphosphate |
| | 1-Chloro-4-nitrobenzène | 1,1,1-trichloroéthane |
| | 2-Chlorophénol | 1,1,2-trichloroéthane |
| | 3-Chlorophénol | 2,4,5-trichlorophénol |
| | 4-Chlorophénol | 2,4,6-trichlorophénol |
| | Chloroprène (2-Chloro-1,3-butadiène) | Chlorure de vinyle (Chloroéthylène) |
| | 3-Chloropropène | Xylènes |
| | 2-Chlorotoluène | Bentazone |
| | 3-Chlorotoluène | Zinc |
| | 4-Chlorotoluène | Cuivre |
| | 2,4-D (y compris sels et esters) | Chrome |
| | Dichlorure de dibutylétain | Sélénium |
| | Oxyde de dibutylétain | Arsenic |
| | Dichloroaniline-2,4 | Antimoine |
| | 1,2-Dichlorobenzène | Molybdène |
| | 1,3-Dichlorobenzène | Titane |
| | 1,4-Dichlorobenzène | Etain |
| | 1,1-Dichloroéthane | Baryum |
| | 1,1-Dichloroéthylène | Beryllium |
| | 1,2-Dichloroéthylène | Bore |
| | Dichloronitrobenzènes (famille) | Uranium |
| | 2,4-Dichlorophénol | Vanadium |
| | Dichloroprop | Cobalt |
| | Diéthylamine | Thallium |
| | Diméthylamine | Tellurium |
| | Epichlorohydrine (1-Chloro-2,3-époxy-propane) | Argent |
| | Ethylbenzène | Phosphore total |
| | Isopropyl benzène | Cyanure |
| | Linuron | Fluorure |
| | 2,4 MCPA | Ammoniaque |
| | Mecoprop | Nitrite |
| | Monolinuron | |
| NOTA : | | |
| ** | Circulaire du 7 mai 2007 : 1 - Elle fixe, pour l'ensemble des 41 substances caractéristiques du bon état chimique des eaux ainsi que pour les substances pertinentes de la liste II, des Normes de Qualité Environnementales provisoires (NQE _p) à ne pas dépasser pour chaque masse d'eau considérée : eaux de surface - eaux de transition - eaux marines (cf. circulaire du 7 mai 2007 : tableaux A et C pour les SDP (13) et les SP (20) de la DCE, tableau B pour les 8 substances de la liste I ne figurant pas à l'annexe X de la DCE, tableaux D et E pour les substances de la liste II pertinentes au titre du programme d'action national et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE). 2 - Elle définit également des objectifs de réduction nationaux pour les émissions de l'ensemble de ces substances (toutes sources confondues). | |
| code couleur national | blanc | |